

Unité Départementale Aube - Haute-Marne TROYES, le 1^{er} avril 2026

Nos réf. : SAU/CL/MI n° 26 - 151

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE

3 Avenue de Bauffremont
10500 BRIENNE-LE-CHATEAU

Code AIOT : 0005702162

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09 février 2026 dans l'établissement CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE implanté 3 Avenue de Bauffremont, 10500 BRIENNE LE CHATEAU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE
- 3 Avenue de Bauffremont - 10500 BRIENNE-LE-CHATEAU
- Code AIOT : 0005702162
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'EPSM de l'Aube (Établissement Public de Santé Mentale) est un établissement hospitalier spécialisé dans la prise en charge des troubles psychiatriques, situé dans le département de l'Aube.

Parmi ses infrastructures, il dispose d'une **chaufferie centrale** classée au titre des **Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)**, conformément à la réglementation en vigueur.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation Administrative	Arrêté Préfectoral du 17/07/1996, article 2	Sans objet
2	Qualité des rejets	Arrêté Préfectoral du 17/07/1996, article 3-4-3-3 b	Sans objet
3	Sécurité incendie et équipements	Arrêté Préfectoral du 17/07/1996, article 7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site n'a plus son activité historique d'incinération de déchets pour lequel il est étai soumis au régime de l'autorisation. Le site est désormais soumis au régime de la déclaration pour son activité de blanchisserie et de chaufferie notamment. Il est demandé l'exploitant de réaliser une cessation partielle liée à son activité de stockage aérien de fuel domestique, conformément à la réglementation ICPE.

L'exploitant présente des justificatifs relatifs au suivi des rejets atmosphériques et des rejets de ses eaux de process.

Lors de la visite, il a été constaté la présence d'éléments de prévention du risque incendie (extincteurs et RIA).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation Administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/1996, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
Prescription contrôlée : L'autorisation concerne les Installations Classées suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 1 incinérateur- 1 blanchisserie- 1 chaufferie- 1 dépôt aérien de fuel domestique
Constats : Activité historique d'incinération de déchets : L'arrêté du 21 mars 2022 (article 1) abroge l'arrêté préfectoral n°96-2384 du 17 juillet 1996, qui autorisait initialement le centre hospitalier de Brienne-le-Château à exploiter un incinérateur de déchets urbains sur le territoire communal. Cette abrogation marque la fin de cette autorisation et de cette activité. Activité de blanchisserie (rubrique 2340 de la nomenclature ICPE) :L'exploitant indique traiter moins de 2,5 tonnes de linge par jour. Cette information n'a pu être vérifiée par un document de suivi lors de l'inspection. L'activité relève du régime de la déclaration (seuil de l'enregistrement fixé à > 5 t/j).

Contrôles présentés :

- Rapport de vérification générale périodique des équipements mécaniques.
- Rapport de vérification des installations thermiques et fluides. PS : Une fuite localisée a été constatée sur le réseau gaz non étanche, au niveau du raccord aval après compteur, derrière la chaudière murale de la buanderie. L'exploitant atteste que des travaux de réparation ont été réalisés.

Chaufferie (puissance totale : 6,1 MW, gaz naturel) :

Aucune modification n'est déclarée par l'exploitant. Lors de la visite d'inspection, dans le local chaufferie, deux chaudières sont identifiées avec des plaques signalétiques indiquant 1,43 MW chacune.

Contrôles des émissions :

Des tickets justificatifs sont présentés pour les contrôles des chaudières (mesures de CO, CO₂, NO_x, etc.). Par sondage, il est constaté que les valeurs sont conformes lors du sondage. L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant de comparer systématiquement ses résultats aux seuils réglementaires applicables à son activité.

Dépôt aérien de fioul domestique (50 m³) :

L'exploitant déclare ne plus utiliser ce dépôt, mais celui-ci est toujours en place et non inerté. Il est demandé à l'exploitant de réaliser une cessation partielle d'activité conformément à la réglementation ICPE.

Cuve enterrée :

L'exploitant déclare avoir mis en place une cuve enterrée non mentionnée dans les déclarations précédentes. Ce type d'équipement peut relever du régime ICPE. Il est demandé à l'exploitant de confirmer le volume de la cuve enterrée et d'engager sans délai les démarches administratives et réglementaires correspondant auprès des services de l'inspections des installations classées si celle-ci relève du régime ICPE.

Compresseur :

Il a été constaté la présence d'un compresseur sur le site. La puissance n'apparaît pas sur la plaque d'identification. Ce matériel est susceptible d'être classées comme une ICPE. Aussi, il est demandé à l'exploitant de vérifier la puissance de l'appareil et d'engager sans délai les démarches administratives et réglementaires correspondant auprès des services de l'inspections des installations classées si celui-ci relève du régime ICPE.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Qualité des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/1996, article 3-4-3-3 b

Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des rejets

Prescription contrôlée :

- Le pH sera compris entre 5,5 et 8,5
- La température sera inférieure à 30°
- La concentration en :
 - matières en suspension sera inférieure à 300 mg/l
 - DB05 inférieure à 400 mg/l

CDO inférieure à 900 mg/l Azote global inférieur à 30 mg/l Phosphore total inférieur à 50 mg/L Le flux maximal de DCO sera inférieur à : - 2,5 kg/heure- 20 kg/jour
Constats : L'exploitant présente des analyses du 23 octobre 2025. Par sondage, les valeurs apparaissent conformes aux valeurs limites, excepté pour le pH compris entre 5,1 et 8,5. Il est rappelé à l'exploitant de comparer les résultats aux seuils fixés par l'AMPG du 11 janvier 2014 et aux autres textes applicables.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Sécurité incendie et équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/1996, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Local de chaufferie - blanchisserie : - Ces locaux seront ventilés directement sur l'extérieur, - disposer de quatre extincteurs à poudre de 9kg de capacité unitaire- mettre en place pour la blanchisserie 2 extincteurs à CO2 de 5kg et 2 extincteurs à eau pulvérisée de 6 litres.
Constats : <ul style="list-style-type: none"> • Extincteurs : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Un extincteur contrôlé en juin 2025 (conforme à la périodicité) • Prévention dans la chaufferie : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Détecteurs incendie présents ◦ Cahier d'intervention et d'entretien disponible • Local des produits : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Rétentions adaptées pour les produits stockés ◦ Séparation des produits ◦ Fiches de données de sécurité (FDS) accessibles. • Blanchisserie : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Système RIA (Robinet d'Incendie Armé) présent
Type de suites proposées : Sans suite